

## A la vie, à la mort !

Article rédigé par *Constance Prazel*, le 03 avril 2020

La courbe des décès dus à l'épidémie en France présente chaque jour plus de similitudes avec celle de l'Italie, mais ce n'est pas cela qui inquiète notre ministre de la Santé, Olivier Véran. Le sujet de ses alarmes : « la réduction inquiétante des recours à l'IVG ». « Inquiétante », ce sont ses propres mots. Quelle inquiétude, en effet !

Partout, l'on se bat pour préserver la vie, pour accorder aux corps souffrants quelques ultimes bouffées d'air, mais la véritable inquiétude qui tourmente l'homme préposé à la Santé publique, c'est la diminution du nombre des avortements dans notre pays !

Quel fulgurant sens des priorités, ou plutôt, **quel insigne révélateur de la corruption morale de ce gouvernement**, que quelques âmes charitables, certainement très bien intentionnées, nous prient de soutenir envers et contre tout parce que « c'est la crise », et qu'il faut « se serrer les coudes »...

Pardonnez-nous, une fois de plus, de ne pas soutenir ce gouvernement qui s'apprête, une fois de plus, à piétiner la dignité humaine en élargissant le champ de la culture de mort.

Jérôme Salomon, directeur général de la Santé, a été très clair : toutes les opérations chirurgicales sont reportées *sine die*, mais les centres pour réalisation d'IVG, eux, se doivent de rester ouverts pendant la crise. Il y a urgence, et urgence. **Pour notre gouvernement, il n'y a donc rien de plus urgent qu'ôter de nouvelles vies, quand tant d'autres nous sont enlevées**, par la maladie, par l'incurie, par l'imprévoyance et la pusillanimité des gouvernants. Tous les moyens sont bons, non pas pour trouver des masques ou des tests, mais pour permettre à la machine abortive de fonctionner.

Au nom de « l'urgence sanitaire » (sic), la tristement célèbre Laurence Rossignol, ancien ministre des Familles, de l'Enfance et des Droits des Femmes sous la présidence de Hollande, a même demandé l'allongement de deux semaines des délais pour pouvoir garantir l'accès à l'IVG, et l'abrogation du délai de réflexion de 48h pour les mineures, avec la possibilité pour elles de se voir prescrire les abortifs dès la première consultation. Olivier Véran n'y voyait « aucune opposition de principe », seulement des obstacles « techniques ». Le gouvernement n'a finalement pas changé le délai, mais Olivier Véran a insisté pour que le recours aux IVG médicamenteuses puisse être « encouragé, facilité, sans restreindre le libre choix des patientes ». Il est évident que le choix de garder leur enfant n'est pas considéré comme un choix...

Et pourtant, la réduction du nombre d'IVG devrait au contraire être perçue comme un signal positif et non comme quelque chose d'inquiétant. Cela signifie que nombre d'entre eux peuvent être évités, n'étaient peut-être... même si le mot est banni de la sphère médiatique, que des avortements « de confort », que la situation grave permet de considérer autrement ?

La pression du lobby pro-mort (puisque c'est bien ainsi qu'il faut désigner le contraire du lobby pro-vie) ne va pas se relâcher. Outre la tribune de professionnels de l'IVG parue dans *Le Monde* pour l'allongement des délais, le Planning familial milite quant à lui pour la requalification des IVG en IMG pour cause de pandémie, ce qui signifie tout simplement que l'avortement pourrait dès lors se faire jusqu'au terme. **Ces débats se font dans une indifférence généralisée.** La classe politique a d'autres chats à fouetter, pense-t-on. Mais nous sommes précisément au cœur du problème. Nous sommes confinés dans nos maisons pour préserver des vies, pour empêcher les décès quotidiens d'attendre le chiffre critique de 1 000. Mais chaque jour, ce sont plusieurs centaines de vies qui sont détruites par l'avortement.

Nous formulons le vœu, une fois de plus, que nos évêques élèvent la voix pour rappeler que la défense de la vie se fait sans conditions, et qu'on ne peut décréter « prioritaires » des opérations médicales qui consistent purement et simplement à ôter la vie.

**Constance Prazel**

Déléguée générale de *Liberté politique*